

# Le tableau noir de l'insertion professionnelle des jeunes

■ La population en âge de travailler atteint son maximum historique en 2018

■ 8,9 millions de 15-29 ans face à un marché faiblement créateur d'emploi

■ Deux scénarios douloureux se présentent, selon l'OCP Policy Center

AVEC une part de 65%, la population en âge de travailler atteint cette année son pic historique, selon le Haut commissariat Au Plan (HCP).

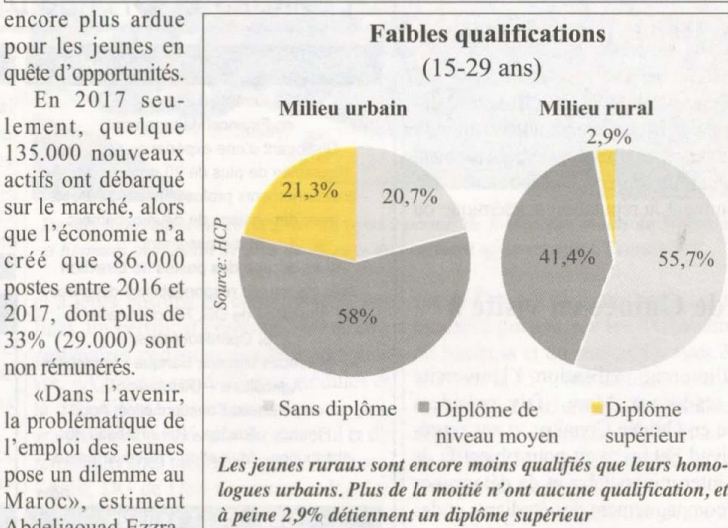
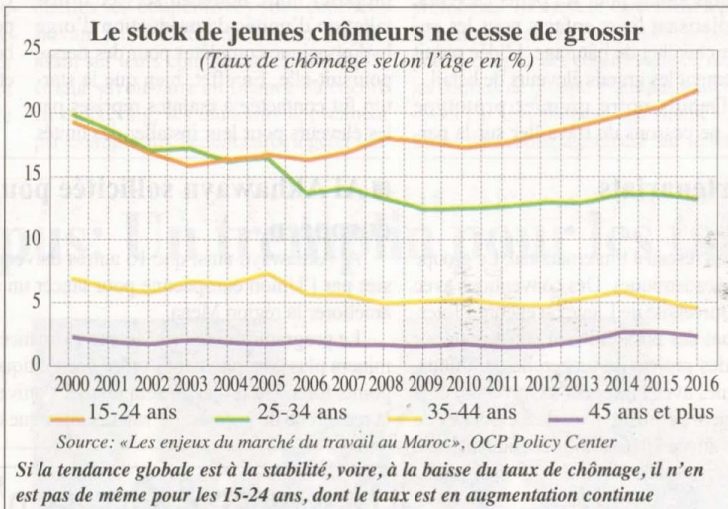
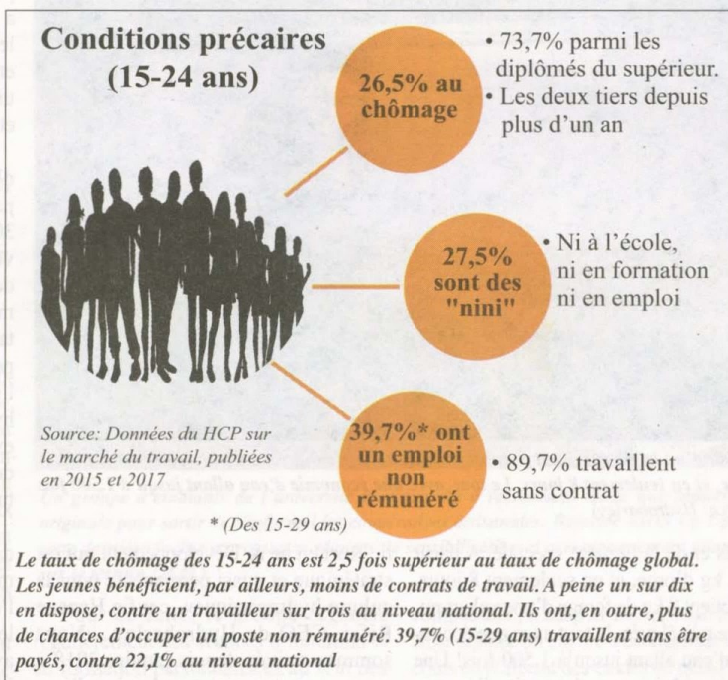
Cette aubaine démographique dont d'autres pays, comme la Chine, ont su tirer des dividendes, s'apparente plus à une bombe sociale au Maroc. Avec une croissance peu créatrice d'emplois, un stock de capital humain peu qualifié (plus de six actifs occupés sur dix ne possèdent aucun diplôme) et des conditions de travail souvent précaires, la situation est pour le moins critique.

Parmi cette population en âge d'activité, on retrouve une frange importante de jeunes de 15-29 ans, même si sa part recule légèrement dans le temps. Elle devrait passer à 23,6% en 2025 contre 26% en 2015. Qu'allons-nous offrir à cette jeunesse estimée à quelque 8,9 millions d'individus?

Pour cette catégorie, le tableau est aujourd'hui pour le moins sombre. 28,2% des 15-24 ans sont actifs (2017), c'est-à-dire, qu'ils occupent un travail ou sont en train d'en chercher. Parmi ces actifs, plus du quart (26,5%) sont au chômage, soit plus de deux fois et demi le taux national, évalué à 10,2% (15,4% pour les 25-34 ans). Selon le HCP, près des deux tiers des chômeurs sont âgés entre 15 et 29 ans. Et plus ils sont diplômés, plus ils risquent de se retrouver sans emploi. Environ 40% de ceux qui travaillent exercent une activité non rémunérée et uniquement un sur dix est protégé par un contrat de travail.

Par ailleurs, 27,5% des 15-24 ans ne sont ni à l'école, ni en formation, ni en emploi, soit près de 1,7 million (2,7 millions si l'on considère les 15-29 ans).

La population en âge de travailler ne commencera à baisser qu'à partir de 2030, où elle devrait se situer à 64%, soit environ 24,2 millions de personnes. La pression sur le marché de l'emploi risque ainsi de grimper tout au long des douze prochaines années. Ce qui rendra la tâche



ri, économiste, chef de service au HCP, Ayache Khellaf, directeur de la prévision et de la prospective au HCP, et Abdelaziz Nihou, économiste statisticien, conseiller économique auprès du chef de gouvernement, dans l'ouvrage collectif que vient de publier l'OCP Policy Center, «Les enjeux du marché du travail au Maroc». Selon les auteurs, deux scénarios, plutôt pessimistes, sont probables. Le pays pourrait connaître une augmentation de l'offre additionnelle de travail en raison de l'augmentation du taux d'activité, surtout des jeunes et des femmes qui, pour l'heure, sont presque évincés du marché. Pour rappel, seulement 22,4% des femmes sont actives (30,4% en 1999).

## Une croissance de 5% est nécessaire

Une plus forte participation de ces catégories viendrait gonfler le stock d'actifs non utilisés, en d'autres termes, les chômeurs. «Il est difficilement envisageable d'atteindre des rythmes soutenus de croissance économique requis pour absorber le stock de chômeurs et l'offre additionnelle de travail», pensent les auteurs. Une croissance minimum de 5% par an serait nécessaire pour y arriver, selon la Banque mondiale (voir L'Economiste N° 4955 du 7 février 2017). «En plus de la pression quantitative sur le marché, ce dernier pourrait également être fragilisé au regard de l'arrivée de jeunes mieux formés et plus exigeants en matière de modèle de consommation et de valeurs sociétales, où l'emploi décent devrait se situer davantage au centre de leurs attentes», ajoutent les auteurs.

Dans le deuxième scénario, le taux d'activité se stabiliserait, voire régresserait légèrement. En effet, la faible création de postes et la dureté des conditions de travail dissuaderaient plus de personnes en âge d'activité de se porter candidates à l'emploi. Dans ce cas, cela représenterait une perte conséquente en création de richesse. «Cela augmenterait aussi le ratio de dépendance dans l'économie, avec des implications négatives sur la cohésion sociale», soulignent les experts. Pour eux, il est primordial d'analyser la qualité de l'offre de travail, et le déficit d'encadrement et de qualification du capital humain à combler, afin de mieux profiter de l'aubaine démographique qui se présente.

Sauf miracle économique, les conséquences de cette situation risquent d'être désastreuses, surtout, sur le plan social. □

Ahlam NAZIH

# Formation professionnelle, la piste ratée

## ■ Des cursus déconnectés du marché de l'emploi

## ■ Un taux de chômage 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale

## ■ La formation alternée peine à percer

LE quart des lauréats de la formation professionnelle est au chômage, contre 16% de ceux de l'enseignement général. Par ailleurs, 33% occupent des emplois sous-qualifiés, contre 11% chez ceux de l'enseignement général. Ces chiffres, récemment dévoilés par le HCP, en ont choqué plus d'un. Ils montrent surtout les limites du modèle actuel.

L'économie marocaine est, certes, faiblement créatrice d'emploi. Mais c'est au niveau des profils opérationnels que se trouve le plus gros des besoins des entreprises. Constaté un taux de chômage supérieur de 2,5 fois à la moyenne nationale auprès de cette catégorie est pour le moins incompré-

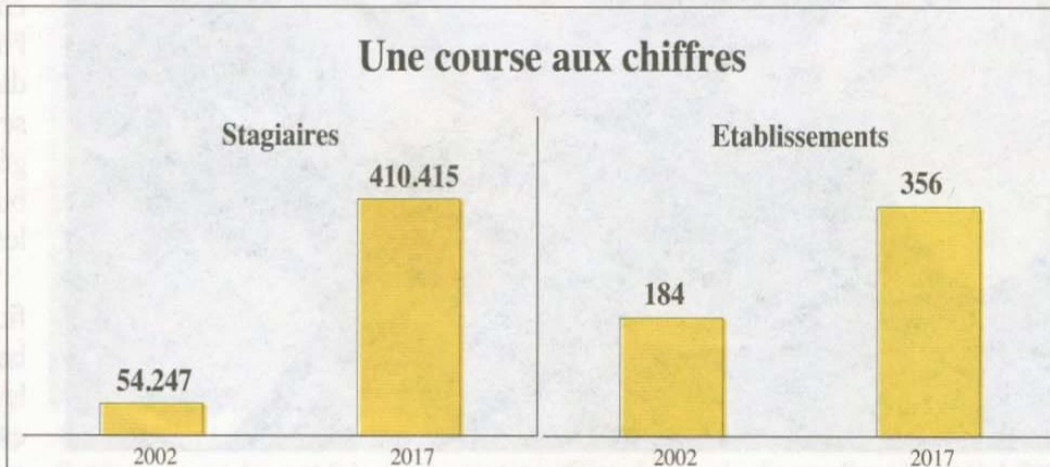
hensible. Le Maroc a réalisé des progrès en matière d'effectifs formés. L'OFPPPT, principal opérateur de la formation professionnelle au Maroc (près de 90% du dispositif) a diplômé environ 1,5 mil-

programmes datent des années 90. Le matériel utilisé, pour sa part, est désuet, de l'aveu de formateurs et partenaires de l'Office. Par ailleurs, hormis quelques exceptions (automobile, aéronautique,

plus développées, est à peine effleurée. Moins du tiers des jeunes stagiaires de la formation professionnelle sont formés en milieu du travail, en alternance entre leurs centres et des entreprises. A leur sortie sur le marché du travail, les jeunes se retrouvent complètement déphasés par rapport aux réalités du terrain. Dans son rapport 2015, la Cour des comptes avait justement relevé cette déconnexion de la formation professionnelle avec le marché de l'emploi.

La stratégie 2021 du secteur ambitionne de porter la part de la formation alternée à au moins 50%, contre 29% en 2014-2015. Cependant, il faudra réussir à impliquer les entreprises, et à les pousser à ouvrir leurs portes aux jeunes stagiaires. Aujourd'hui, contrairement à d'autres pays, rien n'oblige les sociétés à accueillir des apprentis. Des incitations et formations pour les tuteurs de stagiaires sont prévues par la stratégie. Il n'y a, cependant, pas encore de concret.

Pour rappel, la feuille de route 2021 ambitionne d'assurer la formation (initiale et continue) de 10 millions de citoyens, pour un coût d'environ 66 milliards de DH. □



Source: OFPPPT

*De 2002 à aujourd'hui, l'OFPPPT, principal opérateur de formation professionnelle au Maroc, a largement développé sa capacité d'accueil et son réseau d'établissements. Mais force est de constater que les efforts ont surtout été quantitatifs. Sur le plan de la qualité, l'offre reste en deçà des attentes. La Cour des comptes l'a bien relevé dans son rapport 2015*

lion de jeunes depuis 2002. Toutefois, les efforts consentis ont été concentrés sur la quantité au détriment de la qualité. Dans de nombreuses branches, les

BTP...), les cursus sont montés sans concertation avec le monde économique. La formation alternée, qui a fait ses preuves dans les économies les